



Lettre électronique du Centre de ressources Politique de la ville

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.

BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,

Pour publier un article sur des projets et actions de développement social urbain :

Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628 contact@villecaraibe.com

Visitez le nouveau site Internet : www.villecaraibe.com

Sommaire : Page 1 Atelier 1 Evaluation des CUCS

Page 2 Restitution étude sur la médiation

Page 3 Brèves et revue de presse

Page 4 Bibliographie sélective



Une Culture commune sur la démarche d'évaluation des CUCS et d'élaboration de projet social urbain: Atelier de formation action 1

Ce premier Atelier de qualification collective avait lieu Jeudi 8 et 9 avril et était organisé par le Centre de ressources en partenariat avec le CNFPT. L'objectif était notamment de partager des éléments de cadrage sur la méthodologie d'évaluation, en insistant sur les enjeux en matière de performance mais également de cohérence, de pertinence et surtout d'innovation des CUCS dans le cadre global de cohésion sociale urbaine. Il s'agissait aussi de faire émerger les besoins et sujets à traiter dans les nouvelles contractualisations.

L'équipe du CUCS du Lamentin était plus nombreuse que celle de Fort de France mais les différents participants (Chefs de projets, opérateurs, services de l'Etat) ont pu échanger sur leurs approches de l'évaluation et sur les difficultés qu'ils rencontrent.

L'intervenant Frédéric TRECA (Consultant) a un peu bousculé les participants en insistant sur le fait qu'il fallait réinterroger le

CUCS dans le cadre plus global du projet de cohésion sociale et urbaine du Territoire. L'intérêt de ce travail a été de pouvoir parfois sortir des postures institutionnelles et de bien analyser collectivement les marges de manœuvres et aussi les limites de ces Contrats Urbains de Cohésion Sociale au regard du droit commun (Collectivités, Etat). En interrogeant également les échelles d'intervention pertinente (quartier, ville, Agglomération, Région, Département).

Ainsi cet Atelier a insisté sur l'élaboration des Tableaux de bords et de Bilans, une meilleure connaissance des évolutions urbaines et sociales, sur la recherche quantitative et qualitative, sur les processus territoriaux, sur les questions évaluatives et les points d'approfondissement à faire émerger. Trois convictions étaient étayées et rappelées, celles de l'importance du projet de territoire et du positionnement du CUCS

comme opportunité de faire levier pour lutter contre les ségrégations urbaines et sociales et enfin celle de prendre les personnes dans leur globalité.

Les échanges ont notamment fait émerger l'importance de créer des lieux de confiance entre Institutions, Collectivités, Associations, Usagers ; pour pouvoir sortir des mises en cause de personnes et de réajuster l'action collective entre acteurs de terrain et échelon stratégique. En se positionnant non seulement dans la mutualisation mais aussi dans une meilleure coopération avec chacun son champ d'action délimité.

L'intervenant a également insisté sur le fait qu'il y ait une vraie expertise partagée locale et que dans la démarche d'évaluation, il y avait lieu de formaliser cette connaissance et surtout mettre en débat les éléments de bilans, les hypothèses, les Axes émergeant.

Ainsi, les participants présents ont pu mieux comprendre leur rôle et positionnement dans le système d'acteurs de la cohésion sociale et urbaine de même que leurs limites et que leurs marges de manœuvre.

La démarche d'accompagnement méthodologique et de qualification collective proposée a ainsi fait émerger quelques questions évaluatives des différents acteurs participants (équipe CUCS, services de l'Etat, opérateurs) et qui permettront de préparer des **points d'approfondissement lors des prochains Ateliers de qualification prévus pour la semaine du 7 Juin au 12 Juin 2010.**

Les points d'approfondissement qui ont pu émerger de ce cadre étaient notamment :

1. Pilotage, géographie prioritaire et implication du Conseil Régional (1 j.)

2. La Proximité (1/2 j.)

3. La Jeunesse (1 j.)

4. Comment à partir des enseignements de la Réussite éducative peut-on envisager un dispositif d'accompagnement sur l'ensemble de la ville ? (1/2 j.)

5. Travail particulier avec chaque Commune (2 j.)

Retrouver les éléments du premier Atelier de qualification collective sur l'évaluation : Rubrique groupe de travail évaluation des CUCS 2010.

- Le Diaporama de l'Intervenant : [Cliquez ici](#)
- Le Tableau de présentation de la démarche : [Cliquez ici](#)
- Les questions évaluatives de l'Atelier :1 : [Cliquez ici](#)

Restitution de l'étude sur la Médiation sociale en Martinique : Etat des lieux et perspectives



Cette restitution d'étude a eu lieu mercredi 14 Avril 2010 de 9h à 13h devant 40 participants au Salon Tainos du Palais des Congrès de Madiana. Les intervenants étaient notamment le groupe de travail qui a participé à l'élaboration de cette étude, avec comme Modérateur Malik DURANTY (Chercheur). Cette étude a été conduite depuis avril 2009 par deux cabinets de consultants et appuyée par un groupe de travail pluridisciplinaire qui a permis, d'une part, d'établir un état des lieux de l'activité de la médiation sociale en Martinique et de préciser, d'autre part, les besoins en termes de qualification, de formation, de mise en réseau, de création d'activités et d'emplois, permettant de dégager un certain nombre de perspectives dans ce domaine.

Il s'agit d'une première étape dans une démarche de qualification collective, de mise en réseau et de mise en expérimentation de projets de médiation sociale. Cette étude fournit une base de données importante pour rendre lisible le domaine de la médiation sociale en Martinique. Elle apporte également une approche socio-anthropologique et des préconisations pour rendre plus cohérent ce domaine.

Parmi les préconisations proposées et pouvant être mis en place dans un **cadre institutionnel partagé avec les élus et techniciens : la Constitution d'un Observatoire de la médiation sociale, l'élaboration d'une Charte de la médiation sociale en Martinique, la mise en place d'actions de valorisation des métiers de la médiation et des médiateurs, l'élaboration d'outils méthodologiques, ainsi que des éléments pour garantir des conditions de positionnement éthique des médiateurs.**

Pour télécharger cette étude : [Cliquez ici](#)

Pour télécharger le Diaporama de l'Etat des lieux de la médiation sociale en Martinique : [Cliquez ici](#)

Pour télécharger la Présentation d'enseignements du groupe de travail : [Cliquez ici](#)

Brèves

États généraux de la sécurité à l'École - avril 2010 : les cinq orientations pour faire reculer la violence

Ces deux jours d'échanges et de réflexion ont apporté un éclairage sur les causes, les définitions et les évolutions de la violence à l'École afin de comprendre, prévenir et agir. Luc Chatel a présenté cinq orientations pour faire reculer la violence en milieu scolaire au terme des échanges. Les états généraux de la sécurité à l'École se sont déroulés les 7 et 8 avril 2010 en Sorbonne, à Paris. [Déroulement](#) [Cinq orientations pour faire reculer la violence en milieu scolaire](#) Site du Ministère de l'Éducation Nationale : [cliquez ici](#) Site Etats généraux : [Cliquez ici](#) [Articles du Frances Antilles](#) : interview du Recteur sur les Réformes en cours et notamment la mise en place de l'Internat d'excellence : [Cliquez ici](#)

3ème forum Espoir banlieues à Nice

Fadéla Amara, secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la ville était à Nice aux côtés du maire de la ville et ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, le 9 avril dernier, après Vaulx-en-Velin en 2008 et Dreux en 2009. 1 300 personnes, élus, représentants du milieu associatif et professionnel de la politique de la ville, ont assisté, durant la matinée, aux débats ayant pour thème Une politique de la ville sur mesure et La politique de la ville au coeur des grandes réformes territoriales, avec notamment un retour d'expérience de l'internat d'excellence de Sourdon ou encore les propositions du Conseil national des entreprises en banlieues (Cneb). L'après-midi, un village associatif riche de 55 stands a permis de rendre compte des initiatives dans les quartiers populaires, La secrétaire d'Etat a clôturé la journée en présentant les perspectives de la politique de la ville pour 2010. En savoir + : [Cliquez ici](#) (A voir la vidéo : La politique de la ville : une politique sur mesure)

Diagnostic en marchant à DILLON : L'ACSE local dans le cadre d'une expérimentation à mis en place une démarche de diagnostic en marchant sur le quartier ZUS de DILLON. Le Cabinet CHORUS DOM qui avait été retenu a remis ce travail collectif réalisé et sera bientôt diffusé.

Energie photovoltaïque : Plusieurs Jeunes suivis par l'ADIIE (Association de Développement, d'Insertion et d'Initiatives Economiques basée au Morne des Esses) ont été recrutés par une entreprise ESE (Energie Solaire et Eolienne) intervenant dans le domaine des énergies renouvelables. En savoir+ sur frances antilles.fr : [Cliquez ici](#)

Enquête en cours sur la Gestion prévisionnelle des Emplois et des Compétences dans le cadre de l'ESS.

Cette enquête pilotée par la CRESS est menée par le Cabinet EDU, missionné par la DDTEFP dans un but de professionnalisation des acteurs de l'ESS. Il s'agit d'un axe majeur du développement de ce secteur.

Pour en savoir plus contact : CRESS (cress.martinique@wanadoo.fr ; 0596602763)

L'AFEV en Martinique ?

Créée en France hexagonale en 1991 par trois étudiants, l'AFEV (Association de la fondation étudiante pour la ville) est née de l'envie de lutter contre les inégalités dans les quartiers populaires, et de créer un lien entre deux jeunes qui ne se rencontraient pas ou peu : les enfants et jeunes en difficulté scolaire ou sociale, et les étudiants. La mise en place d'un projet AFEV en Martinique est en étude de faisabilité au regard du contexte.

L'action de l'Afev a évolué au fil des années pour se concentrer aujourd'hui sur l'accompagnement individualisé, un projet qui réunit un étudiant et un enfant, dans une approche d'éducation non formelle. Les bénévoles de l'Afev peuvent aussi s'investir dans des projets collectifs promouvant essentiellement les notions de citoyenneté et de solidarité.

En savoir plus sur l'AFEV : [cliquez ici](#)

Synthèse du Rapport d'étude : Lutte contre les discriminations et promotion de l'Égalité des chances : des repères pour l'action. Phase 1 : Ile de Cayenne- Volet 2 : Enquête Population (Février 2009) -Discrimination et fragmentation socio-spatiale dans le bassin d'habitat de Cayenne : étude sur sept quartiers précarisés - F. PIANTONI (CEPED-CRPV Guyane)

Le rapport du volet 2 portait sur les effets des discriminations dans les processus de fragmentation urbaine du Bassin de Cayenne. Il repose sur une problématique articulant discrimination sociale avec fragmentation spatiale. L'hypothèse centrale repose sur le constat de processus de discrimination attachés à des logiques communautaires héritées de la colonisation et en recomposition depuis les années 1980. Ainsi, le cloisonnement des catégories socioculturelles alimente-t-il les modes de fonctionnement de la société guyanaise fondés sur la notion de discrimination. Cette dernière revêt des formes diverses, souvent cumulatives, attachées à la nationalité, au groupe socioculturel, au niveau d'études scolaires, à la position professionnelle, à l'accès au logement, à l'accès aux services public, à l'emploi, à l'accessibilité et à la capacité de mobilité. **Pour télécharger cette synthèse** : [Cliquez ici](#)



Bibliographie sélective

Le Deuxième numéro d'**Ensemble la Ville**, le magazine des acteurs de la ville, est paru (Mars 2010): [cliquez ici](#)

Zoom sur insertion et rénovation- les commerces dans les quartiers- un exemple d'expériences de délégué du Préfet

Gestion Urbaine de Proximité (GUP) : Nouvel enjeu politique

[Rapport public de la Documentation française 2001](#)

[Guide méthodologique de l'IAU sur la GUP 2003](#)

[Exemple de Convention cadre Mulhouse \(2003-200- SGCIV\)](#)

[Le statut et l'enjeu politique de la GUP \(CSTB 2007\)](#)

[fiche technique d'habitat et territoires 2010](#)

[Dossier thématique de RESOVILLES](#)

Evaluation des Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS)

- Dossier ressources de l'IREV : [cliquez ici](#)
- Documentation Evaluation et CUCS sur le site du Centre de ressources Ville caraïbe : <http://www.villecaraibe.com/cucs.html>
- <http://www.villecaraibe.com/evaluation.html>
- *Évaluation des CUCS. Retour sur le cycle de qualification : quelques idées force, par Michel BASSET, Cabinet ARGOS – Réseau PLURALIS, 29 mars 2007*
- *L'évaluation des CUCS. Document présenté par le cabinet Argos, lors de la 1e journée du cycle de qualification "Préparer l'évaluation des Cucs", le 27 février 2007*
- *L'évaluation des CUCS : Mettre en œuvre l'évaluation. Document présenté par le cabinet Argos, lors de la 2e journée du cycle de qualification "Préparer l'évaluation des Cucs", le 8 mars 2007*
- *Note technique : mettre en place une évaluation dans le domaine de la politique de la ville. De la commande au suivi de l'évaluation. CR•DSU, 2006*
- *Préparer dès maintenant l'évaluation des Contrats urbains de cohésion sociale, Cycle de qualification du CR•DSU : 27 février et 8 mars 2007. Bibliographie sélective*
- Guide d'évaluation du PRE (CRPV 91) : http://www.crpve91.fr/T2_questionnaires_educatives/guide.php

Ouvrages disponibles au Centre de ressources :

Evaluer la performance de l'action sociale. Editions DUNOD. JF BERNOUX. Mai 2009

La Réussite éducative : un dispositif questionné par l'expérience. Cahiers de l'Éducation N°27. INJEP 2010



Ouvrages parus récemment : Lettre aux parents d'aujourd'hui Jeammet, Philippe Bayard, Montrouge, Février 2010 Confrontés à un monde incertain et parfois insatisfaisant, tiraillés entre le souci de bien faire et la déception, les parents d'aujourd'hui sont souvent un peu perdus, souvent seuls aussi devant ces difficultés. D'autant qu'on leur reproche tour à tour d'être trop permissifs, trop fusionnels, trop copains, trop absents... Cette lettre s'adresse à eux pour leur redonner confiance. Pour les aider également à faire le tri entre les principes fondamentaux et les conseils divulgués par les magazines. Pour les guider enfin dans le quotidien de leurs nouvelles familles, recomposées pour la plupart. Se gardant de tout jugement de valeur, Philippe Jeammet livre ici ses convictions personnelles, forgées par quarante ans de pratique auprès des enfants en souffrance et par une observation aiguisée de notre société.

Les Antilles en colère - Analyse d'un mouvement social révélateur, l'Harmattan Février 2010.

André Lucrèce, Louis-Félix Ozier-Lafontaine, Thierry L'Etang Au début de l'année 2009, le monde découvrait la **colère antillaise**. En Guadeloupe d'abord, puis quelques jours plus tard en Martinique se déployait un mouvement social d'une ampleur jusqu'alors inconnue. Il apparaissait clairement qu'il se distinguait des archétypes contestataires par sa force, la nature de ses revendications et ses ambitions. La présence des leaders politiques et syndicaux français venus soutenir le mouvement aux Antilles, les contacts des responsables des collectifs de Guadeloupe et de Martinique avec des syndicats européens, le lien établi avec ceux de Guyane, de la Réunion et de la Nouvelle Calédonie, tout cela atteste de la popularité de ce qu'il faut bien considérer comme le premier grand mouvement de contestation antillaise du XXIème siècle. C'est de ce mouvement social qu'il est question ici. Il était temps d'en venir à l'analyse d'un tel conflit, en révélant son contexte sociétal, les grands récits qui le portent, les expériences historiques anciennes et récentes qui le configurent comme expérience singulière.



- **Téléchargez** le guide présentation des dispositifs de la Politique de la ville (Ville caraïbe 2010) : [cliquez ici](#)
- **Téléchargez** l'Annuaire des acteurs de la Politique de la ville : [cliquez ici](#)
- **Téléchargez** la liste des documents disponibles et empruntables au Centre de ressources : [cliquez ici](#)